Le 03-10-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Cette boutade bien connue des amateurs de football est une réalité de l'économie grecque. Dernier exemple concret : les aéroports grecs passent aux mains d'une entreprise allemande qui se fait financer les travaux de rénovation par... l'Union européenne !

Le gouvernement grec Samaras-Vénizelos (avant le premier gouvernement Syriza) avait lancé un appel d'offres pour la concession des 14 aéroports du pays. Les justifications avancées à l'époque étaient : « *une étape de développement de l'infrastructure du pays* », «*un investissement dans la qualité des services fournis aux voyageurs grecs et étrangers* » et bien sûr, «*attirer de gros investissements* », la Grèce ayant besoin de travail et d'argent frais.

SYRIZA, alors dans l'opposition, manifesta avec raison contre ces concessions. Aujourd'hui au pouvoir, Syriza a signé une convention de concession avec FRAPORT, entreprise semi-publique[1] allemande. Celle-ci obtient la concession pour 40 ans des 14 aéroports grecs pour une somme inférieure au montant de la TVA impayée (à l'Etat grec) de l'aéroport d'Athènes, détenu par HOCHTIEF [2], autre entreprise allemande.

L'arnaque Juncker-FRAPORT

L'argent frais allemand, 300 millions d'euros, devait rénover les aéroports grecs. Heureux hasard, heureuse nouvelle, la société FRAPORT accède au « *paquet Junker* », avec un financement de 300 millions d'euros… montant très proche de la somme prévue par la convention de « *mise à niveau* » des 14 aéroports… En effet, l'accord signé prévoit que l'entreprise s'engage, dans les trois ans, à investir 330 millions d'euros. Concrètement, elle ne déboursera que 30 millions d'euros. A moins qu'une autre subvention providentielle ne s'ajoute à la manne Juncker.

Les questions qui viennent immédiatement à l'esprit sont :

- Pourquoi cette subvention ne pouvait-elle pas être destinée directement à la rénovation des aérodromes mais a-t-elle transité par une entreprise allemande ?
- Pourquoi le gouvernement grec ne recouvre-t-il pas les 1,4 milliard de TVA que doit l'entreprise allemande HOCHTIEF qui exploite l'aéroport « Elefthérios-Venizélos» d'Athènes alors que, le prix de vente de 14 aéroports rentables à FRAPORT est de 1,234 milliard ?
- Pourquoi brader tous les autres aéroports ?

Poser ces questions, c'est y répondre. L'Union européenne, instrument des grandes sociétés capitalistes, joue son rôle. Elle prend le contrôle des Etats-nations, les vide de leur substance démocratique, dépèce les économies, partage et redistribue les sources de profit aux entreprises dominantes. Voilà pourquoi, en Grèce comme ailleurs, il est urgent de sortir de l'Union européenne et de son euro.

1- Conseil de surveillance de 20 membres de FRAPORT : 4 membres privés, 3 représentants de l'Etat fédéral de Hesse, 2 représentants de la municipalité de Francfort, un représentant de la République fédérale d'Allemagne et 10 représentants du personnel.

2- HOCHTIEF Aktiengesellschaft est une entreprise de construction allemande spécialiste des ponts, tunnels, barrages, ports, aéroports, centrales nucléaires avec des filiales aux Pays-Bas, au Brésil, en Argentine, en Australie, à Hong Kong, en Afrique du Sud, au Moyen-Orient, en Pologne, en Russie, aux États-Unis. C'est l'un des plus grands groupes mondiaux de ce secteur avec les français Vinci et Bouygues et les chinois China Railway Group et China Railway Construction Corporation. Le chiffre d'affaires provient pour plus de 80 % des opérations extérieures à l'Allemagne.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire